

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

NÎMES, le

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **LA GLORIETTE DISTRIBUTION SAS**

ZI Domitia Sud  
189 avenue Georges Besse  
30300 BEAUCAIRE

Références :

Code AIOT : 0006605278

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/11/2022 dans l'établissement LA GLORIETTE DISTRIBUTION SAS implanté ZI Domitia Sud 189 avenue Georges Besse 30300 BEAUCAIRE. L'inspection a été annoncée le 13/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LA GLORIETTE DISTRIBUTION SAS
- ZI Domitia Sud 189 avenue Georges Besse 30300 BEAUCAIRE
- Code AIOT : 0006605278
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société La Gloriette est spécialisée dans la distribution de produits chimiques, de sels et de produits, matériels et accessoires de piscines.  
Cette activité comprend la production (assemblage/formulation et/ou conditionnement) et le stockage de matières et substances dangereuses (toxiques, inflammables, comburantes, nocives, dangereuses pour l'environnement) et non dangereuses.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- mélange incompatible lors de dépotage de produit liquide
- volet produits chimiques sur les conditions de stockage

Le volet sur les produits chimiques a consisté à regarder les conditions de stockage par rapport à celles définies dans les chapitre 5.1 et 7.2 des fiches de données de sécurité pour 3 substances choisies par sondage, dont celle dépotée le jour de la visite.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Analyse de risques.	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 > 2.	/	Prescriptions complémentaires	12 mois
2	Elaboration de l'étude de dangers	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 > 3.	/	Prescriptions complémentaires	12 mois
3	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 8.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 8.6.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
5	Chargements-déchargement s des acides, des bases...	Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 8.9.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
8	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 2.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 8.10.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Formation et information du personnel	Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 2.2.2	/	Sans objet
7	Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > IV. V.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les barrières visées dans l'arrêté préfectoral sont en place. Toutefois, la présente visite a conduit à constater quelques imperfections dans leur mise en œuvre. En outre, au regard retour d'expérience,



l'efficacité de certaines de ces dernières, même avec une rectification sur les imperfections constatées, n'apparaît plus suffisante pour répondre aux exigences permettant l'exclusion de ces scénarios de la maîtrise de l'urbanisation.

Dans ces conditions, l'inspection constate qu'une mise à jour de l'étude de dangers de 2010, n°ASO/KM/LAGLORIETTE/DDAE/42/2010 sur les phénomènes dangereux de mélanges incompatibles lors des opérations de dépotage vrac est nécessaire afin de disposer d'une analyse exhaustive de l'ensemble des scénarios d'accidents majeurs possibles et de leur niveau de probabilité lors de ces opérations de dépotage vrac.

En adéquation avec les conclusions de l'étude de dangers actuelle, au final, sur les 2 requises, une seule mesure de maîtrise des risques (MMR) technique valorisable (niveau de confiance au moins NC1) est présente pour prévenir le risque de mélange incompatible lors d'un dépotage vers les cuves d'eau de javel. Et aucune MMR technique n'est prévue pour prévenir le risque de mélange incompatible lors d'un dépotage vers les autres cuves.

Le retour d'expérience montre que, pour certaines mélanges incompatibles, les distances d'effets liées aux émissions toxiques sont importantes et requièrent la présence d'une mesure de maîtrise de risque passive ou 2 deux mesures de maîtrise de risque technique pour pouvoir exclure les phénomènes dangereux correspondants de la maîtrise de l'urbanisation.

Un arrêté de prescriptions complémentaires est proposé en conséquence en annexe du présent rapport. Cet arrêté impose notamment :

- sous 2 mois la mise à jour de l'étude de dangers du site concernant les phénomènes dangereux de mélanges incompatibles lors des opérations de dépotage vrac ;
- sous 6 mois, la mise en place d'une seconde MMR technique d'un niveau de confiance suffisant pour un dépotage vers les cuves d'eau de javel sur la base de l'étude de dangers actuelle ;
- sous 3 et 6 mois l'installation de 2 MMR techniques de niveau de confiance suffisant, pour les dépotages vers les cuves pour lesquelles un mélange incompatible est déjà identifié dans l'étude de dangers de 2010 selon la modélisation enveloppe du dépotage d'un produit incompatible vers une cuve d'eau de javel;
- sous 6 et 12 mois, la mise en place de 2 MMR techniques sur la base de la mise à jour de l'étude de dangers concernant les risques de mélange incompatible lors des dépotages vers les autres cuves en cas de modélisation générant des effets irréversibles sortant du site et atteignant des tiers (avec l'hypothèse de l'ensemble des barrières ne fonctionnant pas).

#### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Analyse de risques.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 > 2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mélanges incompatibles au dépotage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite. Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.</p>
<p><b>Constats :</b> Dans l'étude de dangers de 2010, il est explicitement identifié trois types d'incompatibilité au niveau du stockage en cuve vrac des produits dits minéraux, avec seulement 2 scénarios étudiés. Le détail figure en partie confidentielle.</p> <p>Il ressort que l'absence de modélisation pour certains scénarios, et les caractères enveloppes des 2 scénarios étudiés doivent conduire à considérer que les niveaux de gravité sont identiques. Les mesures de maîtrise des risques, prévues pour prévenir une erreur de produit dépotage d'un acide ou de chlorure ferrique dans une cuve d'eau de javel, doivent également être mises en place pour prévenir les erreurs de dépotage. Le détail de ces erreurs est fourni en partie confidentielle.</p> <p>Seule la présence de MMR organisationnelles a été relevée sur site pour prévenir ces erreurs.</p> <p>Et comme les barrières n'ont été étudiées dans l'étude de dangers que pour les erreurs de dépotage vers la cuve d'eau de javel, un complément doit être apporté pour définir les barrières et mesures de maîtrise de risque des autres cas non majorants.</p> <p>En outre, l'exhaustivité des erreurs de dépotage conduisant à des incompatibilités est à compléter et à bien expliquer pour les cas non retenus. Un exemple est donné en partie confidentielle.</p>
<p><b>Observations :</b> Un arrêté de prescriptions complémentaires est proposé afin que l'étude de dangers soit complétée sur l'exhaustivité des incompatibilités, ainsi que sur les barrières de sécurité.</p> <p>Cet arrêté impose sur cette base, la mise en place rapide d'une première MMR technique, sous 6 mois, afin d'intégrer rapidement les bonnes pratiques existantes et visant à répondre à l'exigence d'au moins 2 MMR techniques pour permettre l'exclusion des scénarios de la maîtrise de l'urbanisation. La seconde MMR sera mise en place au plus tard sous 12 mois. Pour rappel, la classe de probabilité de chacun des scénarios concernés menant à ce phénomène dangereux doit rester en classe de probabilité E, même lorsque la probabilité de défaillance de la mesure de maîtrise des risques de plus haut niveau de confiance s'opposant à ce scénario est portée à 1. Une MMR passive conduisant à la probabilité E permet aussi cette exclusion, sans avoir à disposer de ces MMR techniques.</p> <p>L'exploitant a indiqué que le délai d'approvisionnement de la barrière technique qu'il développait (vanne de dépotage asservie à un conductimètre) était de 6 à 9 mois en raison de la difficulté d'approvisionnement de certaines pièces. Il étudie un second type de barrière technique avec un asservissement complémentaire lié à un densimètre. Toutefois, l'attention est attirée sur la même vanne qui serait asservie. En effet, toute la chaîne de la barrière doit être indépendante de celle de l'autre MMR technique pour pouvoir les valoriser toutes les deux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois



## N° 2 : Elaboration de l'étude de dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 > 3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mélanges incompatibles au dépotage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleures pratiques.
<b>Constats :</b> Il ressort du constat dont le détail figure en annexe confidentielle, que les classes de probabilité des scénarios TOX 1 et TOX 2 seront à revoir dans le cadre des prescriptions complémentaires proposées au constat n°1.
<b>Observations :</b> L'apport de compléments à l'étude de dangers devra intégrer la réévaluation des niveaux de confiance des barrières.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

### N° 3 : Principes généraux de prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mélanges incompatibles au dépotage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En particulier, pour prévenir tout risque d'accidents majeurs liés à la formation de gaz toxiques lors d'une erreur de manipulation de produits incompatibles ou d'une erreur de dépotage d'une citerne de livraison dans une cuve conduisant au mélange de deux produits incompatibles, l'exploitant prend les mesures constructives, d'aménagement et d'exploitation permettant de garantir, durant toute la période d'exploitation des installations, la pérennité des performances déclarées et du caractère « d'extrêmement improbable » attribué aux phénomènes dangereux sus évoqués, dans l'étude de dangers, selon la définition donnée au paragraphe 3.1.1 de la circulaire du 40 mai 2010 susvisée.</p>
<p><b>Constats :</b> La fiche MMR (vanne de dépotage de l'eau de javel asservi à une mesure de pH en continu) prévoit une vérification trimestrielle de l'étanchéité de la vanne, de l'étalonnage de la sonde pH et du bon fonctionnement de l'automatisme. Les derniers tests datent du 06/10/2022 selon le formulaire ST120320 présenté, mentionnant des résultats satisfaisants.</p> <p>L'étalonnage de la sonde pH est examiné par le biais de la vérification de la pente d'analyse.</p> <p>Selon les dires de l'exploitant, la vérification de l'automatisme est réalisée lors du dépotage vers une cuve d'eau de javel, avec la prise d'échantillon et son analyse externe du pH, et la vérification de l'ouverture effective de la vanne lors du dépotage. L'exploitant n'a pas pu présenter le contenu de la gamme de ce test, notamment pour savoir si un contrôle de non ouverture de la vanne de dépotage était réalisé avec le passage d'un produit ne respectant pas les critères de pH requis pour l'ouverture de la vanne.</p> <p>Cette gamme de test est à fournir, en étant préalablement complétée le cas échéant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Mesures de maîtrise des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 8.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mélanges incompatibles au dépotage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, techniques et organisationnelles, prescrites ou figurant dans l'étude de dangers visée dans le présent arrêté, ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, sont efficaces, testées et maintenues de façon à garantir la pérennité de leur action. Les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR), au sens de la réglementation, qui interviennent dans la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux dont les effets sortent des limites du site doivent apparaître clairement dans une liste établie et tenue à jour par l'exploitant. Ces mesures peuvent être techniques ou organisationnelles, actives ou passives et résultent de l'étude de dangers. Dans le cas de chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans cette liste, figurent notamment les MMR suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modes opératoires concernant le remplissage de l'ensemble des bacs, (analyse laboratoire, présence du chauffeur et de l'opérateur...),</li> <li>- les flexibles de dépotage,</li> <li>- les armoires de dépotage,</li> <li>- le cadenassage des bouches de dépotage et les clés de couleurs spécifiques (détrompeurs} détenues par le laboratoire de l'usine,</li> <li>- l'éloignement physique des armoires de dépotage dédiées à chaque famille de produits,</li> <li>- la vanne de dépotage de l'eau de javel asservie à une sonde de mesure du pH,</li> </ul> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les procédures de dépotage et d'intervention.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas pu fournir de liste MMR à jour. Les MMR sont uniquement définies dans l'étude de dangers.</p> <p>En outre, l'exploitant ne dispose pas de fiche MMR pour chacune des MMR visées dans l'étude de dangers. Le détail est donné en partie confidentielle.</p> <p>La procédure IP0401 « contrôle réception et déchargement des marchandises vrac » édition 21 du 07/11/2022 a été présentée.</p> <p>La liste complète des MMR du site, et les fiches MMR manquantes sur les erreurs de dépotage sont donc à fournir.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 5 : Chargements-déchargements des acides, des bases...**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 8.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mélanges incompatibles au dépotage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations comportant des manipulations susceptibles de créer des risques, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, font l'objet de dispositions constructives, d'aménagements, de procédures et d'instructions d'exploitation écrites et contrôlées. En particulier, pour prévenir les risques de formation de gaz toxiques lors d'une erreur de dépotage d'une citerne de livraison dans une cuve conduisant au mélange de deux produits incompatibles. Les mesures ci-après sont adoptées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- éloignement physique de 11 m entre l'armoire de dépotage dédiée à l'hypochlorite de soude et celles dédiées au dépotage du chlorure ferrique et des acides,</li> <li>- cadenassage des bouches de dépotage et clés de couleurs spécifiques (détrompeurs) détenues par le laboratoire de l'usine,</li> <li>- dimensionnement différent pour les flexibles de remplissage des cuves d'eau de javel (diamètre 100 mm) des autres cuves (diamètre 80mm),</li> <li>- jauge de niveau sur chaque cuve,</li> <li>- échantillonnage et analyse préalable du produit livré, par le laboratoire de l'usine, avant délivrance de l'autorisation de dépotage,</li> <li>- ouverture de la vanne de dépotage de l'eau de javel asservie à une sonde de mesure du pH,</li> <li>- affichage du nom et du code du produit dangereux sur chaque cuve et bouche de dépotage,</li> <li>- dépotage en présence du chauffeur et d'un opérateur.</li> </ul> <p><b>Constats :</b> La procédure IP0401 « contrôle réception et déchargement des marchandises en vrac » édition 21 du 07/11/2022 générique pour les sites du groupe Gaches, détaille les modalités de contrôle pour la réception, notamment les analyses à effectuer. L'exploitant a précisé que cette procédure était en cours de révision ce qui permettrait d'y faire figurer ces barrières et leurs modalités d'utilisation. Le détail des constats sur la procédure figure en annexe confidentielle. Il en est de même pour ceux portant sur barrières visés dans la prescription.</p> <p><b>Observations :</b> L'inspection a pu suivre le dépotage d'un camion-citerne vers la cuve n°10 de 25 m<sup>3</sup>, associé à la commande n° A26116 pour un volume de 25 m<sup>3</sup>. Le nom du produit correspondant est précisé dans la partie confidentielle.</p> <p>La citerne du camion comportait 4 compartiments dont 1 était vide et les 3 autres avec le même produit. Après vérification des documents reliés au camion permettant de s'assurer du contenu transporté dans les différents compartiments et de la quantité reçue soit un peu moins de 20 m<sup>3</sup>. La prise d'échantillon puis l'analyse ont été effectuées directement par l'opérateur en charge du dépotage. La purge et le surplus de l'écoulement de la canne de prise d'échantillon ont été introduits dans un seau mentionné « base », l'armoire de dépotage pour ce produit étant dans la zone base malgré un pH acide et une incompatibilité avec les bases selon la fiche de données de sécurité. L'opérateur a tout de suite procédé à un contrôle visuel (couleur, aspect, absence de particules). Ensuite, il a disposé une partie de l'échantillon dans un appareil de mesure vérifié annuellement présent dans le bungalow du poste de dépotage. Le résultat obtenu a été reporté dans une application (IFS) qui précise alors le code ONU pour en vérifier la correspondance par rapport aux documents associés au camion. En outre, à la fois pour s'assurer de la qualité et pour prévenir un risque d'erreur de produit réceptionné, les fourchettes acceptables de densité sous IFS sont fournies dans la partie confidentielle. Dans l'application IFS, les bornes à respecter sont renseignées par le service QHSE. Pour mémoire, selon le produit reçu, la gamme de contrôle comprend aussi une analyse de l'indice de réfraction et du titre % chlore.</p> <p>À l'appui de l'impression IFS, l'opérateur a été se faire remettre la clé de l'armoire de dépotage par une autre personne. Cette clé était issue de la boîte à clé des oxydants (couleur jaune) où sont présentes aussi les clés de l'eau de javel (cuves 16, 17 et 18) et du peroxyde d'hydrogène (cuve 19).</p> <p>Au regard des constats présents, la mise à jour des barrières précisées dans la prescription de l'article présent sera à revoir sur la base du complément à l'étude de dangers tel que demandé précédemment.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale



<b>Proposition de délais : 1 mois</b>
---------------------------------------

**N° 6 : Formation et information du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mélanges incompatibles au dépotage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, les risques chimiques liés au mélange de produits incompatibles, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Le personnel doit être informé sur le fonctionnement de l'établissement vis-à-vis des obligations touchant à la sécurité et à la protection de l'environnement et sur la nécessité de respecter les procédures correspondantes. De plus, l'exploitant doit informer les sous traitants, fournisseurs et plus généralement tout intervenant sur le site, des procédures mises en place.
<b>Constats :</b> La procédure IP0401 « contrôle réception et déchargement des marchandises vrac » édition 21 du 07/11/2022 décrit les modalités d'habilitation pour la réception des marchandises à dépoter.  2 personnes du site de Beaucaire sont habilitées pour réaliser les dépotages, une troisième est en cours d'habilitation.  L'attestation de formation M. B... en date du 02/05/2022, validée le 20/10/2022 et celle de M. S... du 02/05/2022 ont été présentées et n'appellent pas de remarque.  Dans le cas du dépotage observé de l'inspection, le chauffeur roumain délivrant le produit a reçu les consignes de sécurité de déchargement en roumain, et a signé leur prise de connaissance sur le formulaire prévu pour les opérations ponctuelles.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Dispositions relatives aux tuyauteries et capacités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > IV. V.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mélanges incompatibles au dépotage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> A.-Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.
<b>Constats :</b> Toutes les tuyauteries entre les bouches de dépotage et les cuves sont en polypropylène ou polyéthylène haute densité, sauf pour l'acide nitrique (en inox). On retrouve ces mêmes matériaux pour les cuves. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le justificatif de compatibilité du détecteur de niveau à lames vibrantes. Toutefois, le justificatif correspondant a été présenté lors de l'inspection du 13 décembre 2022 du site Gaches d'Escalquens.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 2.4
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Volet produits chimiques conditions de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : [...] - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
<b>Constats :</b> Aucune consigne n'est présente sur l'aire de dépotage pour indiquer les mesures à prendre en cas de fuite et les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie (notamment les moyens spécifiques selon les produits stockés).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/09/2012, article 8.10.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Volet produits chimiques conditions de stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moyens de secours doivent être maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils sont contrôlés périodiquement à des intervalles ne devant pas dépasser un an, ainsi qu'après chaque utilisation.
<b>Constats :</b> Au droit de l'aire de dépotage, aucun extincteur n'était visible. Un extincteur était présent au droit du bungalow de l'opérateur en charge du dépotage, ainsi qu'un extincteur 50 kg sur roue poudre ABC derrière la rétention des cuves de stockage des substances minérales. De surcroît, cet extincteur de 50 kg comportait une étiquette mentionnant son dernier contrôle en 2019.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



Nîmes, le

Unité Inter Départementale Gard-Lozère  
Pôle Risques Anthropiques  
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° xxxx**

portant prescriptions complémentaires à la société La Gloriette  
pour son site industriel exploité  
sur le territoire de la commune de Beaucaire

**La Préfète du Gard,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'Ordre national du Mérite,**

**Vu** le Code de l'Environnement, son livre V, et notamment ses articles L181-3, L181-14 et R181-45 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°12-115N du 17 septembre 2012 autorisant la création et l'exploitation d'une usine de formulation, conditionnement, stockage, et distribution de produits chimiques et inflammables à Beaucaire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°19-015-DREAL du 19 juillet 2019 portant prescriptions complémentaires pour la société La Gloriette Distribution à Beaucaire ;

**Vu** l'étude de dangers de 2010 référencée ASO/KM/LA GLORIETTE/DDAE/42/2010 de la société La Gloriette pour son site de Beaucaire ;

**Vu** la visite d'inspection sur site du 17 novembre 2022 et son rapport du xxx ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le xxx par courrier recommandé avec accusé de réception du xxx, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;



**Vu** les observations de l'exploitant formulées les xxx / l'absence d'observation reçue de l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que les stockages en vrac de substances et mélanges dangereux liquides au sein de l'établissement sont autorisés par l'arrêté préfectoral n°12-115N modifié susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'étude de dangers susvisée indique notamment :

*« Un mélange de produits incompatibles peut avoir des conséquences diverses qui peuvent aller de l'échauffement avec émission de gaz plus ou moins toxiques jusqu'à l'incendie voire l'explosion. » ;*

**CONSIDÉRANT** que les risques liés aux mélanges incompatibles lors des opérations de dépotage, susceptibles de générer des distances d'effets hors des limites de propriété sont analysés de manière non exhaustive dans l'étude de dangers susvisée ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 17 novembre 2022, l'exploitant déclare que des procédures strictes sont mises en œuvre afin de sécuriser les opérations de dépotage : dépotage en présence du chauffeur et d'un opérateur, affichage du nom du produit sur la bouche de dépotage, cadenas sur la bouche de dépotage avec clé donnée par le laboratoire après analyse préalable du produit contenu dans la citerne ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 17 novembre 2022, l'inspection constate que l'exploitant dispose d'une seule mesure de maîtrise des risques technique pour réduire le risque lors des opérations de dépotage en vrac de substances ou préparations dangereuses vers les cuves d'eau de javel ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 17 novembre 2022, l'inspection constate que l'exploitant ne dispose pas de mesure de maîtrise des risques technique pour réduire le risque lors des opérations de dépotage en vrac de substances ou préparations dangereuses vers les autres cuves pour lesquelles un mélange incompatible est déjà identifié dans l'étude de dangers de 2010 avec la modélisation enveloppe du dépotage d'un produit incompatible vers une cuve d'eau de javel ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 17 novembre 2022, l'inspection constate que l'exploitant ne dispose pas d'une analyse des risques exhaustive liés aux mélanges incompatibles lors des opérations de dépotage en vrac de substances ou préparations dangereuses vers les autres cuves restantes de stockage vrac, avec un risque de mélange incompatible pouvant impacter des tiers et donc ne dispose pas de mesure de maîtrise des risques technique pour réduire le risque lors de ces opérations de dépotage ;

**CONSIDÉRANT** qu'une barrière technique de sécurité est définie par le guide  $\Omega 10$  – Évaluation de la performance des barrières techniques de sécurité de l'INERIS comme un « ensemble d'éléments techniques nécessaires et suffisants pour assurer une fonction de sécurité. On les appelle aussi des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) » ;

**CONSIDÉRANT** que le guide  $\Omega 10$  – Évaluation de la performance des barrières techniques de sécurité de l'INERIS précise qu'une barrière technique est évaluée à travers l'analyse des critères efficacité, temps de réponse et niveau de confiance et qu'il sera tenu compte des critères de maintenance et de testabilité permettant de garantir leur niveau de performance dans le temps ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de sécuriser les opérations de dépotage afin de réduire les risques liés au remplissage des cuves de stockage en vrac et de protéger les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé dispose notamment :

*« Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité » ;*

**CONSIDÉRANT** que la circulaire du 10 mai 2010 précise que seuls les phénomènes dangereux dont la probabilité est rendue suffisamment faible peuvent être exclus de la maîtrise de l'urbanisation, en application de la règle suivante : les phénomènes dangereux dont la classe de probabilité est E, au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 susvisé, sont exclus de la maîtrise de l'urbanisation à condition que cette classe de probabilité repose sur une mesure de maîtrise des risques passive vis à vis de chaque scénario identifié ou que cette classe de probabilité repose sur au moins deux mesures techniques de maîtrise des risques pour chaque scénario identifié et que la classe de probabilité de chacun des scénarios menant à ce phénomène dangereux reste en E même lorsque la



probabilité de défaillance de la mesure de maîtrise des risques de plus haut niveau de confiance s'opposant à ce scénario est portée à 1 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L.181-14 du code de l'environnement dispose notamment :

*« L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées » ;*

**CONSIDÉRANT** que l'article R.181-45 du code de l'environnement dispose notamment :

*« Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-22 à R.181-32.*

*Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit.*

*Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2. [...] » ;*

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 : Portée de l'arrêté**

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations exploitées par la société La Gloriette sur la commune de Beaucaire pour son établissement sis Z.I du Domitia Ouest - 189 Avenue Georges Besse - sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

### **ARTICLE 2 : Etude de dangers**

#### **Article 2.1 : Mise à jour de l'étude de dangers**

L'exploitant met à jour son étude de dangers de 2010, n°ASO/KM/LAGLORIETTE/DDAE/42/2010 sur les phénomènes dangereux liés aux mélanges incompatibles lors des opérations de dépotage vrac.

L'exploitant est tenu de mener une identification et une analyse exhaustive de l'ensemble des scénarios d'accidents majeurs possibles et de leur probabilité et condition d'occurrence susceptible de se produire lors de ces opérations de dépotage vrac.

L'exploitant justifie pour chaque mesure de maîtrise des risques (MMR) valorisée son niveau de confiance pris en compte. La liste des MMR telle que définie à l'article 3 du présent arrêté est présente dans l'étude de dangers mise à jour.

L'étude de dangers mise à jour est transmise sous 2 mois à l'inspection des installations classées.

#### **Article 2.2 :**

Sur la base de l'étude de dangers mise à jour, l'exploitant statue sur la validité des MMR mises en œuvre sur son établissement. Pour ce faire il se positionne sur la suffisance, l'efficacité et la pérennité des MMR existantes. En outre il précise les nouvelles MMR mises en œuvre, ainsi que les raisons de son choix, pour les nouveaux scénarios d'accidents majeurs étudiés dans le cadre de la mise à jour de l'étude de dangers susceptibles de faire évoluer l'analyse de compatibilité du site avec son environnement.



### **ARTICLE 3 : Liste des Mesures de Maîtrise des Risques**

Les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR), au sens de la réglementation, qui interviennent dans la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux dont les effets sortent des limites du site doivent apparaître clairement dans une liste établie et tenue à jour par l'exploitant. Ces mesures peuvent être techniques ou organisationnelles, actives ou passives et résultent des études de dangers. Dans le cas de chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne.

Les MMR comprennent au moins celles figurant dans l'étude de dangers des installations et dans les réponses apportées lors du processus d'instruction des dossiers et celles imposées par la réglementation nationale.

La liste des MMR est fixée dans l'étude de dangers du site.

Chaque MMR est décrite dans un document qui comprend a minima les informations suivantes :

- nature : mécanisme actif, passif, barrière instrumentée de sécurité, barrière humaine ;
- principe de fonctionnement et architecture, technologie utilisée, schéma de fonctionnement ;
- liste des équipements constitutifs de la MMR et références internes ;
- localisation des équipements constitutifs de la MMR sur les installations ;
- éléments démontrant les performances de la MMR : indépendance, efficacité, adéquation du temps de réponse ;
- descriptions du comportement de la MMR en cas de perte de son alimentation en énergie (électricité, air notamment) ;
- données sur la fiabilisation de l'alimentation de la MMR en énergie ;
- éléments relatifs aux tests, maintenances et interventions réalisées sur la MMR ;
- une synthèse des conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie de la MMR, et le cas échéant, des conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt

Pour les barrières instrumentées de sécurité avec ou sans intervention humaine, ce document comprend en outre :

- la description des détecteurs et des alarmes, des actionneurs et de leurs dispositifs de commande, de l'automate (cartes et modules dédiés à la sécurité) ou du relais, de la connectique ;
- l'enchaînement logique des différents modules de détection, de traitement et d'action (humains et automatiques) ;
- la justification de la priorité donnée à l'action de sécurité par rapport au rôle d'exploitation, lorsque des équipements d'exploitation sont utilisés à des fins de sécurité ;
- les éléments figurant au chapitre 9 du guide DT93 (fiche de vie).

Les dispositifs techniques constituant chaque MMR font l'objet d'une identification et d'un repérage physique sur site et sur les synoptiques de pilotage des installations, et d'un repérage écrit sur les supports documentaires ou informatiques utilisés pour leur suivi (tests, maintenance, modifications, interventions).

Les MMR basées sur une action humaine sont formulées de la sorte : « nature de l'action » « objet de l'action » « critère de déclenchement de l'action ».

Les interventions humaines liées aux MMR instrumentées nécessitent :

- que les alarmes générées soient facilement identifiables,
- que les actions associées soient clairement définies,
- que l'opérateur soit disponible.

### **ARTICLE 4 : Mesures de maîtrise des risques spécifiques**

Les prescriptions du présent article sont placées en annexe confidentielle au présent arrêté.

L'exploitant s'assure au travers d'une analyse approfondie des risques que les mesures de maîtrise des risques spécifiques listées en annexe confidentielle et retenues par l'exploitant répondent aux exigences de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 et aux critères d'une mesure de maîtrise des risques technique définis par le guide Q10 de l'INERIS susvisés. Ces documents seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.



## **ARTICLE 5 : Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1er du code de l'environnement.

## **ARTICLE 6 : Délai et voie de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes, par voie postale ou par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

## **ARTICLE 7 : Publicité**

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques - Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse : <https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

## **ARTICLE 8 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie - unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de Beaucaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société La Gloriette en recommandé avec accusé de réception.

La préfète